



Françoise COTTIN

Conseillère municipale, Fontenay-Trésigny

Remplaçants : **Nathalie NGUYEN NGOC**



Michel SENOTIER

Retraité Éducation nationale, Rozay-en-Brie

Claude CHARMONT

**Pour une politique ouvrière,
répondant aux besoins de la population :**

Rupture avec Macron, dehors ce gouvernement !

Confiscation des 560 milliards versés aux groupes capitalistes et aux banques !

La population de Seine-et-Marne subit de plein fouet la politique gouvernementale.

Enseignement : notre département est classé dernier pour le nombre d'enseignants et personnels encadrants dans les écoles maternelles et élémentaires... On estime à près de 800 le nombre de recrutements nécessaires pour atteindre la moyenne nationale... et Macron et Blanquer annoncent 131 nouvelles fermetures de classes pour la rentrée de septembre !

Santé : nos hôpitaux sont saturés, leurs personnels sont exténués. Depuis 2003, la population s'est accrue de 63 770 habitants et nous avons perdu 753 médecins généralistes, ce qui place notre département au 100^{ème} rang sur 101 pour le nombre de médecins par habitant. Avec une densité de 423 infirmiers(e)s hospitalier(e)s pour 100 000 habitants, quand la moyenne nationale est de 700, la Seine-et-Marne se situe au 98^{ème} rang du même classement. Dans ce contexte, l'Agence Régionale de Santé du 77 n'en continue pas moins d'imposer de nouvelles fermetures de services, de lits et de postes hospitaliers !

Emploi : 326 entreprises ont été déclarées défaillantes depuis fin 2020. Les licenciements et fermetures se sont multipliés de *Villeroy & Boch* à La Ferté-Gaucher, *Alinéa* à Pontault ou encore l'entrepôt CGED de Moissy, à l'aéroport de Roissy, à la raffinerie de Grandpuits...

La population subit aussi la destruction des services publics, les fermetures des bureaux de poste, des Trésoreries et des Centres des impôts, la privatisation d'EDF-GDF, de la SNCF..., le réseau routier délabré, les transports en commun insuffisants, coûteux et aux horaires mal coordonnés...

Telles sont quelques-unes des conséquences dramatiques de la politique du gouvernement Macron, qui après les gouvernements précédents, se soumet aux directives européennes.

« On n'en peut plus ! »

**Pour s'en sortir, y a-t-il une autre voie que de rompre avec Macron-Castex,
la V^e République et l'Union européenne ?**

**Les élus de notre département qui, parfois en paroles, s'opposent à la politique de Macron,
s'en font les relais dans les actes.**

Savez-vous que, le 19 mars 2020, les députés du département, avec tous ceux de l'Assemblée Nationale, du PS, PCF, LFI, LR, LREM... jusqu'au RN, ont voté 343 milliards d'euros de cadeaux aux banques et aux patrons des grandes entreprises ? Des milliards, devenus 560 depuis, qui servent aujourd'hui à Air France, à Renault et à d'autres entreprises à licencier à tour de bras, telle Sanofi qui supprime 400 postes. Qui peut comprendre cette unanimité ?

Il ne suffit pas dans le département et ailleurs de critiquer la politique de Macron...

Le rôle du Conseil départemental n'est pas de se faire le relais de la politique destructrice du gouvernement au service des capitalistes... mais d'être aux côtés de la population.

**Avec l'immense majorité des travailleurs, des jeunes, des retraités
des villes et villages de notre canton,
le Parti Ouvrier Indépendant Démocratique (POID) estime qu'il y a urgence
à rompre avec cette union sacrée et d'en finir avec Macron et sa politique.**

Pour le POID la démocratie exige d'abolir la fonction de président de la République, véritable roi sans couronne qui décide de tout. Elle exige de démanteler les institutions de la V^e République et de briser le carcan de l'Union européenne.

La démocratie exige une Assemblée constituante souveraine, assemblée élue à la proportionnelle, de délégués du peuple, mandatés, contrôlables et révocables par lui et qui ne soient pas payés davantage qu'un ouvrier qualifié.

Partisan du socialisme, le POID combat pour la République ouvrière qui n'hésitera pas à :

- Réquisitionner les 560 milliards et les affecter à l'école, aux hôpitaux, à la recherche médicale, au logement social, aux services publics, aux communes et départements...
- Rétablir les libertés d'organisation et de manifestation.
- Interdire les licenciements et renationaliser les services publics privatisés.
- Nationaliser SANOFI et l'industrie pharmaceutique pour que tous ceux qui souhaitent être vaccinés puissent avoir des vaccins.
- Annuler les dettes de loyer, interdire les expulsions, engager la rénovation et la construction de milliers de logements HLM.

Le 20 juin à l'occasion de l'élection départementale :

**Votez pour Françoise COTTIN et Michel SENOTIER,
candidats du Parti Ouvrier Indépendant Démocratique**

Rejoignez ce combat en prenant contact avec le Comité POiD de Fontenay-Rozay.
poidrozay-fontenay77@orange.fr